

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

Dans un article, devenu un classique, Kuznets montre que l'évolution de la distribution des revenus a la forme d'un U inversé au cours du développement des pays. Au début de leur industrialisation, les inégalités augmentent car les paysans quittent la campagne pour aller en direction des villes². Après une phase de hausse, les inégalités se stabilisent puis décroissent avec la marginalisation du secteur rural et l'essor de l'industrie. Ces vingt dernières années, cette évolution séquentielle n'est pas vérifiée : dans la plupart des pays on observe une hausse plus ou moins importante des inégalités, dans quelques autres une stabilité relative, enfin dans de rares pays un léger fléchissement quel que soit leur niveau de développement.

Avec la globalisation des échanges culturels le mimétisme vis-à-vis des modes de vie occidentaux peut conduire à une modification des comportements, les couches les plus qualifiées cherchant à obtenir des revenus équivalents à ceux qu'elles pourraient avoir dans les pays développés. Le revenu moyen dans les pays en développement étant plus faible, cela se traduit par des inégalités importantes, plus importantes que dans les pays développés. A la différence des économies les moins développées, les économies émergentes exportent de plus en plus de produits nécessitant une main d'œuvre qualifiée. Mais comme en général celle-ci est insuffisante face à la demande, les hausses de salaire sont supérieures à celles dont pourraient bénéficier la main d'œuvre non qualifiée, moins demandée, d'où des inégalités salariales croissantes. Peut-on alors considérer que l'ouverture soit la cause principale de l'accentuation des inégalités. Celles-ci peuvent-elles être à l'origine de blocages du développement des pays en voie de développement lorsqu'elles atteignent un certain seuil ?

Ces questions sont importantes. Mais il ne faudrait pas oublier que d'autres facteurs agissent sur le niveau et l'évolution des inégalités : l'importance des dépenses publiques dans l'éducation, les politiques sociales de lutte contre la pauvreté, l'essor de la finance. Dans le cadre de cet article, nous ne pourrions les traiter en détail parce que très souvent les politiques sociales ont peu d'effets sur les inégalités de revenus (même si parfois elles ont une certaine efficacité sur la pauvreté) et que la finance n'est pas très développée en

¹ Professeur, Université de Paris XIII, Dernier ouvrage paru: *Le défi des inégalités, Amérique latine/Asie une comparaison économique*, éditions La Découverte, Paris, page web : <http://pagesperso-orange.fr/pierre.salama/>

² Voir Kuznets S (1955): « Economic growth and economic inequality », *American Economic Review* n°45.

général dans ces pays. On peut néanmoins observer que dans certains pays latino-américains la financiarisation déforme le partage de la valeur ajoutée en faveur des profits. L'évolution des salaires ne se fait plus, ou moins, au rythme de la productivité du travail et comme parallèlement les plus hauts salaires augmentent très fortement, les inégalités salariales s'élèvent. La faiblesse de la demande intérieure qui pourrait en résulter pourrait constituer un frein à la croissance lorsque le pays n'a pas une population très importante et si le degré d'ouverture reste modeste.

I Inégalités et croissance :

A. L'évolution de la distribution des revenus est aujourd'hui plus complexe que celle décrite par Kuznets principalement parce que ces pays sont davantage en contact les uns avec les autres que par le passé. Dans nombre de pays en voie de développement les inégalités tendent à augmenter³ et lorsqu'elles fléchissent, c'est à la marge et à partir d'un niveau élevé. Birdsall⁴ observe que les pays ayant un revenu par tête inférieur à 3000 \$ (en parité de pouvoir d'achat⁵ : PPA) et ayant un Gini⁶ inférieur à 0,45 connaissent un ralentissement de la hausse de leurs inégalités, voire un blocage, à l'exception toutefois de la Chine dans les années quatre vingt dix, époque à laquelle son revenu par tête était inférieur à 3000 \$ PPA. Elle constate que les inégalités augmentent tant dans le secteur rural que dans le secteur urbain. Dans l'ensemble, entre 1990 et 2004, les couches moyennes⁷ connaissent des évolutions différenciées : au Brésil par exemple les couches moyennes représentent 18% en 1990 et 29,5% en 2004 de la population et perçoivent 25,2% et 34,8% respectivement. En Chine (villes) ces chiffres sont respectivement de 0% et 31,5% d'un côté et de l'autre 0% et 38,5% (p.19, op.cit). Ces deux exemples sont révélateurs de deux évolutions distinctes ; un léger « appauvrissement » relatif des couches moyennes au Brésil (ils reçoivent plus mais ils sont beaucoup plus nombreux), en Chine, les inégalités

³ Certains économistes comme Dollar et Kraay contestent cette évolution et considèrent qu'il n'y pas, en moyenne d'augmentation des inégalités, sauf entre les salaires et à l'exception de la Chine. Voir Dollar D et Kraay A (2001) : "Growth is good for the poor", Working paper de la Banque Mondiale.

⁴ Birdsall N (2007) : « Reflections on the macro foundations of the middle class in the developing world », Center of global development, working paper n°130

⁵ On calcule un taux de change dit de parité de pouvoir d'achat en s'assurant qu'un dollar puisse avoir le même pouvoir d'achat dans tous les pays. Ce n'est donc pas le taux de change officiel, auquel s'échangent les marchandises au niveau international. Les écarts peuvent être importants, particulièrement en Asie.

⁶ Le coefficient de *Gini* est un indicateur global des inégalités, plus il est proche de 1, plus les inégalités sont élevées, plus il s'en éloigne, moins elles le sont. Ce coefficient peut être appliqué soit à l'ensemble des revenus, soit aux revenus disponibles (après transferts et impôts), soit enfin aux revenus salariaux seuls. Il est plus fiable dans ce dernier car les faibles revenus sont difficiles à saisir (l'importance de l'autoconsommation et des échanges non monétaires est difficile à prendre en compte) ainsi que les hauts revenus (les déclarations fiscales ne sont pas très fiables surtout s'agissant des versements des dividendes et intérêts versés rarement comptabilisés comme revenu lorsqu'ils sont automatiquement réinvestis).

⁷ Les couches moyennes sont définies par Birdstall comme celles qui ont un revenu par tête et par jour calculé au taux de change de PPA de 1993 de 7,20\$ pour 1990 et de 10\$ PPA au taux de change de 2005 pour 2004, et se situant en deça du 9^e décile.

croissantes - le Gini passe de 0,29 en 1990 à 0,44 en 2003 -, bénéficient fortement aux couches moyennes.

Les pays asiatiques ont des inégalités moins importantes que celles qu'on rencontre en Amérique latine. A l'exception de la Chine aujourd'hui, de la Thaïlande, leurs coefficients de Gini se situent entre 0,30 et 0,40 alors qu'en Amérique latine ils se situent le plus souvent entre 0,50 et 0,60. En Inde et en Chine les inégalités augmentent considérablement⁸. Mais on observe également que rares pays comme la Corée du sud ne connaissent pas ou peu d'augmentation de leurs inégalités, celles-ci restant à un niveau faible (0,30). On constate aussi que dans nombre de pays latino américains les inégalités ont tendance à se stabiliser, voire à fléchir légèrement dans la dernière décennie, il est vrai à partir d'un niveau extrêmement élevé⁹.

L'accroissement plus ou moins élevé des inégalités est-il le résultat de la croissance et de sa volatilité¹⁰? Plus la croissance est élevée plus la mobilité sociale est forte. Mais contrairement à ce qu'on pourrait penser, une mobilité sociale accrue ne s'accompagne pas nécessairement d'une stabilisation des inégalités comme on peut l'observer en opposant le parcours de la Chine et celui de la Corée.

B. On sait qu'un taux de croissance de 10% par an en moyenne – comme c'est plus ou moins le cas en Asie - permet de doubler le Produit intérieur brut en sept ans. Mais si ce taux est de 2% - comme en Amérique latine - le Pib double en 35 ans. En trente cinq ans le PIB est multiplié par trente deux dans un cas et par deux dans l'autre. Le quantitatif devient qualitatif et la discussion qui portait hier sur *la distinction à faire entre croissance (quantitatif) et développement (qualitatif) prend tout son sens.*

Pour que la croissance puisse être durable à des taux aussi élevés, il faut que nombre d'obstacles structurels soient levés, voire dépassés, ainsi en est-il de l'éducation, des rapports de propriété, de la qualité des institutions *etc*, et dans le cas de la Chine aujourd'hui, la poursuite de la croissance appelle de nouvelles mutations comme la mise en place de règles juridiques établissant la propriété de la terre et non son seul usufruit, la consolidation d'un système de santé, d'une sécurité sociale d'une manière plus large (retraite, protection des travailleurs) et, probablement la reconnaissance des droits de l'homme et de la femme, et donc moins d'inégalités. Si ces aspects qualitatifs ne s'imposent

⁸ Voir Asian Development Bank (2007) : *Inequality in Asia, key indicators*. Philippines.

⁹ Voir Humberto Lopez et Perry (2008) : « Inequality in Latin American, determinants and consequences », Policy research, working paper n°4504, Banque mondiale, Washington. Les inégalités baissent légèrement dans les années quatre vingt dix par exemple au Brésil et au Mexique, alors qu'elles augmentent en Colombie, en Argentine. Elles fléchissent dans les années deux mille au Brésil suite à l'augmentation du salaire minimum et à la politique sociale suivie (« bourses familles »), mais elles restent à un niveau extrêmement élevé.

¹⁰ Il y a plusieurs manières de mesurer la volatilité de la croissance : l'écart type est souvent utilisé comme indicateur mais on peut aussi utiliser la fréquence des crises (taux de croissance négatif), la fréquence des années dans lesquelles le taux de croissance est inférieur à 2%.

pas, alors l'insuffisance de développement constituera un blocage à la croissance, ou au moins un frein et ce d'autant plus que la crise actuelle impose de changer de mode de croissance.

L'ampleur de la croissance a des effets sur la mobilité sociale, moins elle est élevée plus cette mobilité est réduite et l'enfant d'un pauvre a une probabilité très élevée de rester pauvre (à moins qu'il ne devienne un sportif, un chanteur, qu'il fasse de la politique ou participe à des activités criminelles, encore faut il qu'il soit particulièrement talentueux) ; à l'inverse plus la croissance est élevée, moins la probabilité d'un enfant pauvre de le rester est forte¹¹ ce qui ne signifie pas pour autant que les inégalités baissent puisque d'un côté la pauvreté se mesure de manière absolue et les inégalités de manière relative.

Le niveau de la croissance dépend à la fois du taux d'investissement, de la modernisation des équipements et de la qualification de la main d'œuvre. Le progrès technique a un effet positif sur la croissance mais selon les tests économétriques, il aurait un effet négatif sur la distribution des revenus et ceci plus particulièrement dans les pays en développement. L'accentuation des inégalités aurait ainsi pour cause principale l'introduction de techniques nouvelles et pour cause secondaire l'ouverture.¹² On peut cependant considérer que les deux variables ne sont pas indépendantes : l'emploi de techniques de plus en plus sophistiquées, y compris partiellement dans des secteurs protégés de la concurrence internationale, est le produit soit direct, soit indirect, des contraintes de compétitivité imposées par l'accroissement des échanges internationaux. Plus le taux de croissance est élevé et plus fort est l'accroissement de la productivité, plus la probabilité qu'augmentent les inégalités est grande à moins que des mesures de redistribution des revenus ne soient prises. On pourrait enfin ajouter que la pénétration des techniques nouvelles conduit à un développement « inégal et combiné » - comme l'avaient montré Parvus puis Trotsky au début du 20^e siècle dans les pays à l'aube de leur industrialisation - car leur emploi se combine avec des formes de mise au travail plus ou moins archaïques. L'utilisation de techniques modernes, expression des contraintes internationales, produiraient alors davantage d'inégalités dans les pays à industrialisation récente comme la Chine que dans les pays à industrialisation plus ancienne comme le Brésil.

La croissance est non seulement beaucoup plus faible en Amérique latine qu'en Asie, mais elle est également plus irrégulière et volatile. La volatilité a des effets négatifs sur la distribution des revenus : plus elle est élevée, plus la probabilité d'un accroissement des inégalités est forte. Bourguignon (2008) observe que « l'instabilité a de lourdes conséquences sociales. Les crises économiques majeures ont des effets délétères...elles

¹¹ On peut trouver une bonne présentation de la littérature sur cette question dans Humberto Lopez et Perry (*op.cit*).

¹² Voir par exemple ceux effectués par Jaumotte F, Lall S. et Papageorgiou (2008) : « Rising income inequality : technology, or trade and financial globalization », FMI, working paper n°185.

tendent à causer un accroissement permanent des inégalités et de la pauvreté ...du fait que l'ajustement est disproportionnellement subi par les plus pauvres » (p.15)¹³. Or cette volatilité est élevée dans les pays en développement et plus particulièrement en Amérique latine. Zettelmeyer J (2006)¹⁴ montre ainsi que les périodes où la croissance par tête dépasse 2% par an sont plus importantes en Asie qu'en Amérique latine et surtout plus longues depuis 1950. Selon ses travaux, on dénombre depuis 1950 10 périodes de croissance à plus de 2% par tête en Amérique latine contre 11 en Asie, leur durée moyenne est dans le premier cas de 13,9 mois alors qu'elle atteint 26,1 mois dans le second, enfin dans 30% de cas ces phases d'essor dépassent 15 ans en Amérique latine contre 73% en Asie. Solimano et Soto (2005)¹⁵ de même notent que le pourcentage d'années de crise (taux de croissance négatif) sur la période 1960-2002 est de 42% en Argentine, de 29% au Brésil mais seulement de 7% en Corée du Sud et de 5% en Thaïlande. Enfin la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU dans son rapport de 2008 montre que l'écart type EXPLIQUER CETTE EXPRESSION du taux de croissance entre 1991 et 2006 est particulièrement élevé en Argentine (6,29) et plus faible au Brésil (2,02) et au Mexique (3,05) et d'une manière plus générale. On peut donc considérer, sans risque malheureusement de se tromper, que la crise actuelle a et aura des effets particulièrement négatifs sur les plus vulnérables, à savoir les pauvres, et augmentera les inégalités.

II. Globalisation et inégalités :

A. En 1993, la Banque Mondiale éditait un rapport destiné à déchiffrer les causes du « miracle » asiatique et les trouvait dans le libre échange. Le raisonnement était fondé à partir de tests économétriques : les pays ayant le plus fort taux de croissance étaient ceux qui avaient le degré d'ouverture le plus élevé et les inégalités les moins élevées. L'Asie était ainsi opposée à l'Amérique latine et à l'Afrique. La conclusion découlait de ce constat : d'une part, s'ouvrir au commerce international devrait augmenter le taux de croissance à la condition toutefois que le pays -« pauvre » en travail qualifié et en capital, mais « riche » en travail non qualifié- se spécialise selon ses dotations relatives en facteurs de production ; et d'autre part, le libre échange devrait générer une diminution des inégalités car la demande de travail non qualifiée devrait croître et celle de travail qualifié décroître.

Cette approche idyllique a été fortement critiquée, d'abord parce qu'on a pu observer qu'avec le désarmement douanier augmentaient les inégalités (Argentine, Chine), ensuite - d'un point de vue théorique - parce que cela conduit à confondre ouverture (avec croissance

¹³ Bourguignon F.(2008) : « Stabilité, sécurité et développement : une introduction », *revue d'économie du développement*.

¹⁴ Zettelmeyer J (2006): "Growth and reforms in Latin America: a Survey of Facts and Arguments", Working paper WP/06/210, *FMI*, Washington.

¹⁵ Solimano A et Soto R (2005): « Economic growth in Latin American in the late of 20th century : evidence and interpretation » Cepal, *serie Macroeconomia del desarrollo*, N°33.

orientée pour les exportations (*export led*)), avec le libre échange¹⁶ -, enfin parce que la théorie pure repose sur des hypothèses insoutenables. Dean Baker a pu ainsi écrire : « Le rôle des économistes dans les débats sur les échanges extérieurs est spécialement pernicieux car il n'y a aucun autre domaine dans lequel ils ont été moins honnêtes...ils ont constamment exagérés les bénéfices que le libre échange pouvait apporter ».¹⁷

Est-ce parce que l'essor sans précédent, dans les dernières décennies, des exportations de produits manufacturés est particulièrement important dans nombre de pays en voie de développement que les inégalités augmentent ? Est-ce parce que la structure de ces exportations change vers davantage de sophistication et d'emploi de mains d'œuvre qualifiée, que les inégalités salariales croissent ? La question de la responsabilité de la globalisation est posée, mais pas dans le sens défini par l'école néoclassique.

La discussion se développe à partir de l'entrée du Mexique, pays à bas salaire, dans l'Alena¹⁸. De nombreux économistes et syndicalistes craignent que la concurrence de pays à bas salaires conduise à une accentuation des inégalités aux pays riches. Dans un article publié en 1995, devenu également un classique, Krugman¹⁹ prend le contre-pied de ces craintes et montre que la globalisation n'est pas responsable de l'accroissement des inégalités, ou tout au moins à la marge. Son raisonnement repose sur le faible poids (par rapport au PIB) des importations de produits manufacturés, de la faiblesse relative de celles provenant des pays du Tiers Monde et de la baisse relative de l'industrie manufacturière face au poids croissant des services dans le PIB. Plus tard, suite à la fois à de nombreuses critiques et à de nouveaux calculs aboutissant à réévaluer à la hausse les effets de la globalisation sur l'accroissement des inégalités²⁰, Krugman²¹ nuance son diagnostic car, d'un côté, le poids des économies émergentes dans les importations des Etats-Unis est devenu plus important que celui des pays développés, et d'un autre côté la structure des importations (et donc des exportations des économies émergentes et plus particulièrement celles de la Chine) a profondément évolué en faveur des produits sophistiqués. Si on considère les dix premiers partenaires commerciaux des Etats-Unis le différentiel des coûts horaires par rapport à celui des Etats-Unis, pondéré par leur poids dans les échanges, est passé de 81% en 1990 à 65% en 2005. Cette évolution pèse sur les rémunérations nord américaines et participe de l'accroissement des inégalités.

¹⁶ L'ouverture est compatible avec une politique industrielle. La littérature est abondante sur ce point, pour un exposé détaillé, voir notre livre : *le défi des inégalités, op.cit* , chapitre 3 intitulé : passivité versus volontarisme, l'ouverture revisitée .

¹⁷ Baker D. (2008) : « Trade and inequality : the role of economist », paru dans *Real word economic review*, n°45..

¹⁸ L'Alena est un accord de libre échange regroupant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

¹⁹ Cet article a été publié dans un recueil : Krugman P (2008, dernière édition) : *La mondialisation n'est pas coupable, vertus et limites du libre échange*, édition La Découverte, Paris, voir surtout les pages 47 à 61.

²⁰ On peut par exemple se référer à l'article de Bivens J (2007) : « Globalization, american wages and inequality , past, present and future », paru dans *Economic Policy Institute*, working paper.

²¹ Krugman P (2008): « Trade and wages reconsidered », mimeo, publié dans sa page web.

B. Dans les pays en développement la croissance des exportations a lieu à des rythmes différents selon les pays, vive dans quelques économies asiatiques, moins rapide dans d'autres.

Plus précisément, le commerce mondial a cru presque deux fois plus vite que le Pib mondial. Selon l'Organisation mondiale du commerce les exportations mondiales ont augmenté en moyenne de 1998 à 2008 de 5,8% par an et le Pib mondial de 3%²². Le poids des exportations et des importations dans le PIB mondial s'est donc accru. Selon la base de données du FMI, le pourcentage des exportations et importations globales par rapport au PIB mondial qui était de 27% en 1986, est passé à 36% en 1996 puis à 50% en 2006. Cette progression des exportations n'est cependant pas régulière : en 2000 la croissance des exportations mondiales était de plus de 10% et en 2001, légèrement négative, en 2007 de 6%, en 2008 de 2% et en 2009, selon les prévisions de l'OMC, de -9% (op.cit). La vitesse à laquelle se fait l'ouverture n'est pas la même pour tous les pays.

La participation des exportations de biens et de services de la Chine dans le commerce mondial était en 1988 de 1,5% et de 8,9% en 2008, celle du Brésil, pour les mêmes dates, était de 1% et de 1,2%²³. La différence est importante : les deux économies ont connu un processus d'ouverture croissant, mais à des rythmes très différents. L'ouverture du Brésil à l'économie mondiale se fait au même rythme que celle des exportations mondiales. Celle de la Chine est beaucoup plus rapide.

La relation entre augmentation des échanges et inégalités est plus complexe que ce que l'on a parfois pensé. Certains pays connaissent une ouverture de leurs économies croissante et une explosion de leurs inégalités (Chine, Inde), mais d'autres, très peu nombreux, restent relativement fermés et subissent la même évolution de la distribution de leurs revenus (Nepal), d'autres enfin, comme en Amérique latine, s'ouvrent à l'économie mondiale dans les années quatre vingt dix et deux mille à un rythme modéré et connaissent soit une légère baisse de leurs inégalités (Brésil), soit une légère augmentation, à l'exception toutefois de l'Argentine où la libéralisation de l'économie s'est accompagnée d'une hausse particulièrement prononcée des inégalités. Enfin, on observe que quelques rares pays comme la Corée du sud, particulièrement ouverts aux échanges internationaux, ne connaissent pas ou peu d'augmentation de leurs inégalités, celles-ci restant à un niveau faible.

Il est insuffisant de considérer seulement le taux d'ouverture du pays aux échanges internationaux et l'évolution de ce taux. La relation entre globalisation, développement et ouverture croissante devient plus explicite lorsqu'on analyse également la *structure des exportations*. Cette dernière a profondément évolué. D'une manière générale on sait que

²² OMC : « Le commerce mondial en 2008 et ses perspectives pour 2009 », communiqué de presse 554, 24 Mars 2009. Genève.

²³ OMC et OCDE (2009) : *Globalisation and Emerging Economies*, Paris.

l'essor des exportations de produits de haute et moyenne technologie est bien plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés : 16,5% chez les premiers et 7,3% chez les seconds entre 1980 et 2000²⁴. Tous les pays en développement ne connaissent pas ces évolutions, loin s'en faut. Elles sont concentrées dans quelques pays, presque exclusivement asiatiques. Certes une partie importante de ces exportations de produits sophistiqués est davantage le résultat d'une illusion statistique que d'une réalité économique lorsqu'elle sont le produit d'industries d'assemblage à faible valeur ajoutée et utilisant une main d'œuvre peu coûteuse et non qualifiée. Mais lorsque augmente la valeur ajoutée, la sophistication augmente en général et la part de la main d'œuvre qualifiée dans la main d'œuvre total croit. L'éventail des qualifications s'élargit alors et les inégalités entre les salariés tendent à croître quand bien même ces travailleurs qualifiés gagneraient moins que leurs homologues dans les pays développés.

Cette tendance peut cependant être contrecarrée si parallèlement à une spécialisation sur des produits de moyenne et haute technologie, l'offre de travail qualifiée augmente considérablement grâce à une politique éducative soutenue. Offre et demande de travail, qualifiée et non qualifié, évoluent alors harmonieusement et les augmentations de revenus ne se traduisent pas nécessairement par une élévation des inégalités salariales. Tel paraît être de cas de la Corée du sud. La tendance à un accroissement des inégalités salariales peut également être contrecarrée dans le cas où le pays ne parvient pas modifier substantiellement la structure de ses exportations en faveur de biens à moyenne et haute technologie et continue à exporter essentiellement des biens de basse et de moyenne technologie et des produits primaires. Dans ce dernier cas, la demande de travail qualifiée est moins élevée que dans le cas précédent. La tendance à l'accroissement des inégalités, relativement plus faible peut également être contrecarrée par deux facteurs : une hausse sensible du salaire minimum, plus prononcée que la moyenne des revenus, et une amélioration de la politique scolaire. Cette dernière peut alors conduire à un excès relatif de l'offre de travail qualifiée par rapport à une demande insuffisante de la part des entrepreneurs en peine de se spécialiser sur des produits de haute technologie. Cet excès relatif est alors à l'origine du déclassement d'une partie de la main d'œuvre qualifiée. Tel semble être le cas du Brésil²⁵.

Conclusion :

²⁴ Lall S (2004) : « Reinventing Industrial Strategy: The Role of Government Policy in Building Competitiveness », *G-24 Discussion Paper Series*, United Nations, New York.

²⁵ Pour plus de précisions, voir Kliass P. et Salama P. (2008) : « A globalização no Brasil : reponsavel ou bode expiatorio » , *Revista de Economia Política*, Vol 38, n°3, Sao Paulo.

L'augmentation des inégalités salariales, quel que soit le niveau de développement atteint, est liée à la modernisation des pays, modernisation vécue comme une contrainte dans un monde de plus en plus globalisé. Elle s'explique par la technologie et par l'ouverture. En règle générale, que le pays soit en développement ou non, le premier facteur semble expliquer davantage l'accroissement de inégalités que le second et ceci plus particulièrement dans les pays en développement. Cette tendance est parfois contrecarrée par une politique scolaire soutenue et par une politique gouvernementale contraignante visant à augmenter les bas revenus. Mais en tant que tendance, elle est d'autant plus forte que le pays augmente son taux d'ouverture et modifie la structure de ses exportations vers des produits de plus en plus sophistiqués. On voit cependant combien il est artificiel de séparer la technologie des exportations pour mesurer leur responsabilité respective dans l'accroissement des inégalités. L'accroissement durable des exportations manufacturières ne peut en effet avoir lieu que si le pays parvient à modifier son tissu industriel, le modernise afin de s'insérer positivement dans le marché mondial sur des produits dynamiques dont l'élasticité de la demande par rapport au revenu est élevée.

Amélioration des techniques et capacité à augmenter le taux d'ouverture sont liés. C'est donc la modernisation qui est responsable de la tendance à l'accroissement des inégalités salariales. Et pourtant la modernisation est une « condition de survie ». Le dilemme entre modernisation et inégalités croissantes pourrait être levé par une politique fiscale et par une politique de soutien aux revenus les plus faibles à la hauteur de l'enjeu. Or, la cause probablement la plus importante expliquant la persistance de fortes inégalités - ou bien l'incapacité de freiner leur hausse - est la faiblesse des politiques sociales dans la plupart des pays en développement. Quelques données simples le montrent. Selon l'Ocde, en 2006, le coefficient de Gini en Amérique latine est de 0,52 en moyenne et si prend en compte les impôts et les transferts sociaux, il baisse de deux points seulement, alors qu'en Europe le même coefficient passe de 0,46 à 0,31²⁶...La différence est révélatrice et confirme l'idée que la croissance ne peut être durable que si elle est pensée en terme de développement. Alors, mais alors seulement les inégalités diminueront, tant au niveau des rémunérations que dans l'accès aux droits (santé, école, protection du travail, justice). Dans les pays en développement démocratiques (ce qui est loin d'être le cas général), la citoyenneté sociale pourra alors se rapprocher de la citoyenneté politique dont elle est si éloignée. Avec l'approfondissement de la crise aujourd'hui, le combat contre l'accroissement des inégalités sociales, par une politique sociale repensée, devient une exigence non seulement économique mais aussi et surtout éthique.

²⁶ Ocde (2008) : *Latin American outlook*.